



**REGLEMENT INTERIEUR
DES INSTANCES DE
PARCS NATIONAUX DE FRANCE**

Règlement intérieur adopté par le conseil d'administration en séance du 5 décembre 2006 (délibération N° 2006-01), modifié en séances des 19 octobre 2007 (délibération N° 2007-12), 29 novembre 2008 (délibération N° 2008-07), 7 avril 2010 (délibération N° 2010-03), 21 novembre 2011 (délibération N° 2011-27), 20 novembre 2012 (délibération N° 2012-21) et 19 mars 2013 (délibération N° 2013-04)

Vu les dispositions notamment :

- de l'article L.331- 29 du Code de l'environnement ;
- des articles R*.331- 79 à R*.331- 84 du Code de l'environnement;

1- CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1 – élection des président et vice-présidents

Article 1 : périodicité des élections

Tous les six ans, à l'issue du renouvellement général de ses membres nommés par arrêté ministériel, le Conseil d'administration élit parmi ses membres ayant voix délibérative un Président et deux vice- Présidents. Leur mandat est renouvelable.

Article 2 : Séance d'installation

Dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 90 jours qui suivent la parution au Journal Officiel de l'arrêté du Ministre chargé de la protection de la nature nommant les nouveaux membres du Conseil d'administration, le Commissaire du Gouvernement adresse les convocations afin de procéder à l'installation du Conseil et à l'élection du Président et des Vice-Présidents. Sa convocation fait office d'appel à candidature.

Le Commissaire du Gouvernement, assure la présidence de la séance d'installation du Conseil et contrôle le bon déroulement de l'élection jusqu'à ce que le nouveau Président soit déclaré élu.

Article 3 : assesseurs

Le Conseil désigne parmi ses membres deux assesseurs qui assistent le président de séance pour toutes les modalités de vote.

Article 4 : personnes assistant aux élections

Le Président de séance fait sortir de la salle toute personne ne faisant pas partie du Conseil d'administration, sauf le Commissaire du Gouvernement, le Directeur de l'établissement public, le Contrôleur financier, ainsi que le personnel chargé du secrétariat de la séance du conseil.

Article 5 : candidatures

Le Président de séance informe les membres du Conseil des candidatures déjà déclarées par écrit pour la présidence du conseil et fait appel à de nouvelles candidatures. Il rappelle les dispositions du présent règlement intérieur et communique au conseil les candidatures reçues et valables selon les textes.

Il fait vérifier qu'il y a un nombre suffisant de bulletins sur le bureau de vote.

Article 6 : modalités du scrutin

Le Président de séance rappelle les modalités du scrutin :

Seuls peuvent prendre part au vote et sont comptés pour le calcul de la majorité, les membres du Conseil ou leurs représentants présents à l'ouverture du scrutin. Les administrateurs retardataires qui arrivent après l'ouverture du scrutin ne peuvent donc pas voter.

Le Président de séance fait le décompte des membres du Conseil présents, indique le nombre de voix nécessaires pour être élu au premier et au deuxième tour, et déclare le scrutin ouvert.

Le Président de séance procède à l'appel des votants dans l'ordre de la liste d'émargement. Ceux-ci déposent leur bulletin de vote dans l'urne et signent la liste d'émargement.

Les votes sont à bulletin secret. Ils ont lieu, au premier et deuxième tour du scrutin, à la majorité absolue des membres du Conseil d'administration ayant voix délibérative.

Si aucun candidat ne réunit à l'issue du premier tour plus de 50 % des voix, il est procédé dans les mêmes conditions à un deuxième tour pour lequel seuls les deux candidats arrivés en tête (après d'éventuels retraits entre les deux tours) peuvent se maintenir. En l'absence de majorité absolue des votants au deuxième tour, un troisième tour est organisé dans les mêmes conditions mais à la majorité relative. Le candidat ayant réuni le plus grand nombre de voix est alors proclamé élu. En cas d'égalité, c'est le doyen d'âge des deux candidats restant en tête qui est proclamé élu.

Article 7 : proclamation et vérification des résultats du vote

Le Président de séance fait procéder au dépouillement des votes par les deux assesseurs. Il donne le résultat de l'élection effectuée suivant les règles précitées et proclame élu le Président du Conseil d'administration.

Après vérification des résultats par les deux assesseurs, il fait mettre sous enveloppe cachetée les bulletins de vote émargés et la liste d'émargement qui sont conservés pendant 5 ans dans les archives de l'établissement public.

Dès que le nouveau Président est élu, celui-ci prend la présidence de la séance.

Article 8 : élection des Vice-présidents

Deux Vice-présidents sont successivement élus parmi les membres du Conseil d'administration. Cette élection a lieu à la suite de l'élection du Président du Conseil.

Le scrutin est réalisé selon les mêmes modalités que pour le Président (articles 1 à 7)

1.2 – Fonctionnement du conseil d'administration

Article 9 : quorum

Pour chaque séance du conseil d'administration, le quorum visé à l'article R331-28 du code de l'environnement s'apprécie à l'ouverture de la séance, pour l'ensemble des délibérations de la séance.

Article 10 : intérim du président et remplacement en cours de mandature du président ou d'un vice-président

Le Conseil d'administration est présidé par son Président

En cas d'indisponibilité du Président, ce dernier donne mandat par écrit à un Vice-président d'agir en son nom.

En cas d'incapacité temporaire du Président, les Vice-présidents ont qualité pour agir en lieu et place du Président, primauté étant donnée au premier Vice-Président.

Si du fait d'un décès, d'une démission, de l'expiration du mandat ou de la fonction au titre desquels le titulaire avait été nommé administrateur, d'une incapacité permanente ou de toute autre raison, le siège du Président ou l'un des sièges de Vice-président est vacant, il est procédé à une élection pour la période restant à courir jusqu'au prochain renouvellement général du Conseil.

Si c'est le siège du Président qui est vacant, le premier Vice-président, ou à défaut le deuxième Vice-président, adresse les convocations dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente jours suivant la constatation de cette vacance, et assure la présidence du Conseil d'administration pour l'élection d'un nouveau Président.

L'élection se déroule alors dans les conditions prévues aux articles du titre 1.1. du présent règlement intérieur.

Article 11 : convocation et ordre du jour des séances du Conseil

L'ordre du jour, la date et le lieu de réunion du Conseil d'administration sont fixés par le Président sur proposition du Directeur de l'Etablissement public. Tout membre du Conseil d'administration peut demander l'inscription d'un sujet à l'ordre du jour. Dans ce cas, le Président statue après consultation du Directeur. Un refus d'inscription à l'ordre du jour doit être motivé auprès de l'administrateur concerné.

Le Président ou, à défaut, l'un des deux Vice-présidents, signe les convocations pour les réunions qui sont adressées au moins quinze jours avant la date de ces réunions accompagnées des dossiers à examiner par le conseil, le cachet de la poste faisant foi. Toutefois en cas d'urgence justifiée dans la convocation, ce délai peut être abrégé.

Les dossiers correspondant à l'ordre du jour sont préparés et envoyés par le Directeur de

l'Etablissement public à tous les administrateurs ainsi qu'aux personnes mentionnées à l'article R 331-28 (5^{ème} alinéa).

Le Président du Conseil d'administration peut inviter à titre consultatif, toute personne qu'il estime utile d'entendre au cours d'un débat, outre les personnalités prévues par les textes.

Dès lors qu'elles ont été demandées, au plus tard en début de séance, des questions diverses peuvent être abordées en fin de réunion.

Article 12 : modalités des délibérations

Sauf autres dispositions réglementaires ou prévues dans le présent règlement intérieur, les votes ont lieu à main levée à la majorité relative des voix des membres présents ou représentés par voie de procuration. Aucun membre ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Toutefois, si le tiers des membres présents le demande, les votes ont lieu au scrutin secret. Une liste d'émargement doit alors être établie.

Article 13 : procès verbal

Le procès verbal des débats est soumis au Président puis, pour adoption, au Conseil lui-même. Il est adressé aux administrateurs (avec copie des délibérations signées) avec la convocation au conseil suivant.

Les délibérations sont cosignées par le Président (ou en cas d'empêchement, le premier Vice-président ou à défaut le 2^{ème} Vice-président) et le Directeur.

Le procès verbal et les délibérations sont archivés par les services de l'établissement public.

2 - BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 14 : constitution du Bureau

Lors de son installation, puis tous les six ans, à l'issue du renouvellement général de ses membres, le Conseil d'administration constitue un Bureau.

Le Président du conseil d'administration et les deux Vice-présidents du conseil d'administration sont membres de droit du Bureau, qui comprend au total quatre Présidents de conseil d'administration de parc national, trois Directeurs de parc national, et deux Administrateurs n'ayant pas une des deux qualités précédentes.

Selon les qualités respectives des administrateurs ayant été élus aux fonctions de Président et de Vice-président du conseil d'administration de PNF, les désignations pour compléter le Bureau se font de la manière suivante :

- Le(s) Président(s) à désigner l'est(le sont) par l'ensemble des présidents de CA de Parcs nationaux présents ou représentés lors de la séance du conseil d'administration procédant à la désignation
- Le(s) Directeur(s) le cas échéant à désigner l'est(le sont) par l'ensemble des directeurs de parcs nationaux présents ou représentés lors de la séance du conseil d'administration procédant à la désignation
- L'(es) autre(s) membre(s) du Bureau le cas échéant à désigner parmi les administrateurs non

présidents de CA de parc national ou directeurs de parc national, est(ont) désigné(s) par l'ensemble des administrateurs non présidents de CA de parc national ou directeurs de parc national, présents ou représentés lors de la séance du conseil d'administration procédant à la désignation.

Les membres du Bureau ne peuvent pas se faire représenter, mais en cas d'indisponibilité peuvent donner mandat à un autre membre du Bureau. Chaque membre ne peut être porteur de plus d'un mandat.

Article 15 : présidence du Bureau

Le Bureau est présidé par le Président du Conseil d'administration.

Article 16 : compétences du Bureau

Le Bureau prépare les travaux, suit l'exécution des décisions du Conseil d'administration et exerce les attributions que celui-ci lui a déléguées.

Le compte-rendu du Bureau est soumis au Président puis, pour adoption, au Bureau lui-même. Il est adressé aux membres du Bureau (avec copie des délibérations signées) avec la convocation au Bureau suivant. Après adoption par le Bureau, il est communiqué à l'ensemble des administrateurs.

Ce compte-rendu est archivé par les services de l'Etablissement Public.

Article 17 : convocations et ordres du jour

Le Bureau se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an.

L'ordre du jour, la date et le lieu de réunion du Bureau sont fixés par son Président sur proposition du Directeur de l'Etablissement public. Tout membre du Bureau peut demander l'inscription à l'ordre du jour d'un sujet rentrant dans les compétences du Bureau. Dans ce cas, le Président statue après consultation du Directeur. Un refus d'inscription à l'ordre du jour doit être motivé auprès de l'administrateur concerné.

Le Président signe les convocations pour les réunions qui sont adressées au moins quinze jours avant la date de ces réunions. Toutefois en cas d'urgence justifiée dans la convocation, ce délai peut être abrégé.

Le Bureau ne peut délibérer valablement en l'absence de son Président.

Les dossiers correspondant à l'ordre du jour sont préparés et envoyés à tous les membres du Bureau par le Directeur de l'Etablissement public, en principe avec les convocations, et à défaut au moins 5 jours avant la réunion.

Le Bureau peut se réunir par voie de conférence téléphonique, pour l'ensemble de ses membres.

En cas de réunion physique, un ou plusieurs membres peuvent se joindre par voie téléphonique ou de visioconférence, si la salle de la réunion est équipée d'un dispositif adéquat.

Article 18 : personnes assistant aux séances du Bureau

Le Directeur, le Commissaire du Gouvernement, l'Agent comptable et le membre du corps du

contrôle général économique et financier assistent aux réunions du bureau avec voix consultative. Le Président peut inviter à titre consultatif, toute personne qu'il estime utile d'entendre.

Article 19 : modalités des délibérations

Pour chaque séance du Bureau, le quorum est celui visé à l'article R331-28 du code de l'environnement pour le conseil d'administration, et s'apprécie à l'ouverture de la séance (y compris le cas échéant les membres présents par voie de liaison téléphonique ou visioconférence), pour l'ensemble des délibérations de la séance.

Les votes ont lieu à main levée, à la majorité relative des voix des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

3 - CONSEIL SCIENTIFIQUE

3.1 - missions du conseil

Article 20: missions

Comme indiqué à l'article R.331-82 du Code de l'environnement, le Conseil scientifique assiste le président du conseil d'administration et le directeur de l'établissement dans l'accomplissement des missions confiées à l'établissement. Il est notamment consulté sur les programmes d'études et de recherche que conduit ou coordonne l'établissement ou auquel il participe. Il peut également faire toute recommandation.

Dans ce cadre, le Conseil scientifique constituera :

Un lieu de réflexion et de prospective notamment sur les thèmes suivants: place des parcs nationaux dans la société française ou parmi les autres espaces protégés français ou mondiaux, niveau d'intégration des parcs nationaux dans leur territoire, gestion du patrimoine et plus particulièrement de la biodiversité dans les parcs nationaux...

Un promoteur de synergie entre les parcs pour : proposer des orientations sur la recherche, identifier la contribution possible des parcs nationaux à la recherche nationale et internationale sur les problématiques globales, faciliter la participation des parcs nationaux dans le montage de certains programmes d'études et de recherche, rechercher une cohérence nationale et internationale dans les réponses données par chacun des parcs aux problèmes posés sur de grands espaces, donner aux inventaires et protocoles conduits dans chacun des parcs et à la structuration des données des parcs une plus grande cohérence nationale afin de faciliter la comparaison entre parcs et la consolidation des résultats.

Un lieu de valorisation de la connaissance et de la recherche conduite dans les parcs : le partage des informations entre les scientifiques pourrait permettre de valoriser certains résultats des recherches communes par des colloques réalisés par les seuls parcs nationaux ou en collaboration avec d'autres réseaux d'espaces naturels, des expositions, la publications d'actes électroniques et de cahiers scientifiques, dont le financement serait recherché auprès du mécénat.

Un espace de mutualisation entre Conseils scientifiques des parcs nationaux : en permettant aux Présidents des Conseils Scientifiques de se rencontrer, de confronter leurs

points de vue avec des personnalités qualifiées de niveau national et international, le Conseil Scientifique de PNF peut être un lieu privilégié pour donner des avis afin de mutualiser certaines ressources, imaginer ensemble et avec les directeurs des parcs des modes de fonctionnement plus efficaces, proposer des éléments de méthodologie sur la manière d'aborder certaines problématiques communes, proposer ensemble pour les futures chartes des cadres et des niveaux de qualité minimaux qui seront imposés aux études d'impact.

Une alerte du Conseil d'administration : le Conseil Scientifique a vocation à alerter le Conseil d'administration sur certains grands enjeux stratégiques communs des parcs nationaux pouvant nécessiter une prise de position commune de l'ensemble des établissements publics et une saisine du Ministre.

3.2 – Election des président et vice-présidents

Article 21 : périodicité des élections

Tous les six ans, à l'issue du renouvellement général de ses membres, le Conseil scientifique élit parmi ses membres ayant voix délibérative un Président et deux Vice-Présidents. Leur mandat est renouvelable.

Article 22 : Prérogatives du Président

Le Président du Conseil scientifique est invité aux séances du Conseil d'administration. En cas d'empêchement, il peut se faire représenter par un des Vice-Présidents.

Article 23 : Séance d'installation

Le Président du Conseil d'administration adresse les convocations afin de procéder à l'installation du Conseil et à l'élection du Président et des Vice-Présidents du Conseil scientifique. Dans sa convocation, il fait appel à candidature. En cas de constatation de la vacance de la présidence, il convoque le Conseil dans les mêmes conditions.

Le Président du Conseil d'administration assure la présidence de la séance d'installation du Conseil scientifique et contrôle le bon déroulement de l'élection jusqu'à ce que le nouveau Président du Conseil scientifique soit déclaré élu.

Article 24 : quorum pour l'élection

Le Président de séance fait procéder à l'appel des conseillers et vérifie que le quorum est atteint. Il ne peut être procédé à l'élection que si les 2/3 au moins du nombre des conseillers sont présents physiquement.

Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil scientifique est convoqué à nouveau. Il procède alors valablement à l'élection quel que soit le nombre des conseillers présents.

Article 25 : assesseurs

Le Conseil désigne parmi ses membres deux assesseurs qui assistent le président de séance pour toutes les modalités de vote.

Article 26 : candidatures

Le Président de séance informe les membres du Conseil des candidatures déjà déclarées par écrit pour la présidence du conseil et fait appel à de nouvelles candidatures. Il rappelle les dispositions du présent règlement intérieur et communique au conseil les candidatures reçues et valables selon les textes.

Il fait vérifier qu'il y a un nombre suffisant de bulletins sur le bureau de vote.

Article 27 : modalités du scrutin

Le Président de séance rappelle les modalités du scrutin:

Seuls peuvent prendre part au vote et sont comptés pour le calcul de la majorité, les membres du Conseil présents à l'ouverture du scrutin. Les conseillers retardataires qui arrivent après l'ouverture du scrutin ne peuvent donc pas voter. Lors d'une élection, les conseillers ne peuvent ni se faire représenter ni donner procuration.

Le Président de séance fait le décompte des membres du Conseil présents, indique le nombre de voix nécessaires pour être élu au premier et au deuxième tour, et déclare le scrutin ouvert.

Le Président de séance procède à l'appel des votants dans l'ordre de la liste d'émargement. Ceux-ci déposent leur bulletin de vote dans l'urne et signent la liste d'émargement.

Les votes sont à bulletin secret. Ils ont lieu, au premier tour du scrutin, à la majorité absolue des membres présents et, au second tour, à la majorité simple. En cas d'égalité, c'est le doyen d'âge des deux candidats restant en tête qui est proclamé élu.

Article 28 : proclamation et vérification des résultats du vote

Le Président de séance fait procéder au dépouillement des votes par les deux assesseurs. Il donne le résultat de l'élection effectuée suivant les règles précitées et proclame élu le Président du Conseil scientifique.

Dès que le nouveau Président est élu, il prend la présidence de la séance.

Article 29 : élection des Vice-présidents

Deux Vice-présidents sont successivement élus parmi les membres du Conseil scientifique. Cette élection a lieu à la suite de l'élection du Président du Conseil.

Le scrutin est réalisé selon les mêmes modalités que pour le Président (articles 21 à 28)

3.2 - Fonctionnement du Conseil Scientifique

Article 30 : intérim du président

Le Conseil scientifique est présidé par son Président

En cas d'indisponibilité ou d'incapacité temporaire du Président, les Vice-présidents ont qualité pour agir en lieu et place du Président, primauté étant donnée au premier Vice-Président.

Si du fait d'un décès, d'une démission, de l'expiration du mandat ou de la fonction au titre desquels le titulaire était membre du Conseil scientifique, d'une incapacité permanente ou de toute autre

raison, le siège du Président ou l'un des sièges de Vice-président est vacant, il est procédé à une élection pour la période restant à courir jusqu'au prochain renouvellement du Conseil scientifique.

Si c'est le siège du Président qui est vacant, le premier Vice-président, ou à défaut le deuxième Vice-président, adresse les convocations dans les meilleurs délais et assure la présidence du Conseil scientifique pour l'élection d'un nouveau Président.

Article 31 : convocation et ordre du jour des séances du Conseil

Le Conseil scientifique se réunit au moins deux fois par an ; chaque fois que possible, une de ces deux réunions est organisée sur le terrain dans un parc national (2 à 3 jours) pour approfondir une question de fond. Quand c'est possible, ces réunions sont organisées en visioconférence, notamment pour faciliter la participation des conseillers travaillant outre-mer.

L'ordre du jour, la date et le lieu de réunion du Conseil scientifique sont fixés par le Président sur proposition du Directeur de l'Etablissement public. Tout membre du Conseil scientifique peut demander l'inscription d'un sujet à l'ordre du jour. Dans ce cas, le Président statue après consultation du Directeur.

Le Président ou, à défaut, l'un des deux Vice-présidents, signe les convocations pour les réunions qui sont adressées au moins quinze jours avant la date de ces réunions accompagnées des dossiers à examiner par le conseil. Toutefois en cas d'urgence justifiée dans la convocation, ce délai peut être abrégé.

Le Président du Conseil scientifique peut inviter à titre consultatif, toute personne qu'il estime utile d'entendre au cours d'un débat.

En cas de nécessité, les présidents des Conseils scientifiques des parcs nationaux peuvent se faire représenter par un membre de leur conseil qui a alors voix délibérative au Conseil scientifique de Parcs Nationaux de France. Par ailleurs, les conseillers peuvent donner procuration à un autre membre du Conseil physiquement présent.

Dès lors qu'elles ont été demandées, au plus tard en début de séance, des questions diverses peuvent être abordées en fin de réunion.

Article 32 : modalités des délibérations

Les votes ont lieu à main levée à la majorité relative des voix des membres présents. Toutefois, si le tiers des membres présents le demande, les votes ont lieu au scrutin secret. Une liste d'émargement doit alors être établie.

Article 33 : compte-rendu

Le « reporting » des séances du conseil donne lieu à un compte rendu des idées débattues plutôt qu'à un Procès verbal reprenant toutes les interventions individuelles détaillées. Il sera fait exception à ce principe lorsqu'un membre demandera que sa position soit reprise intégralement, ou lors de l'émission d'un vœu d'un sous-groupe du Conseil.

Ce compte-rendu est soumis au Président du Conseil scientifique puis, pour adoption, au Conseil lui-même. Sa version corrigée est adressée aux conseillers dans les deux mois qui suivent la séance et, sauf cas d'urgence, communiquée aux administrateurs lors de la séance suivante du Conseil d'administration.

Chaque président de Conseil scientifique d'un parc national peut communiquer ce compte rendu à son Conseil.

Ce compte-rendu est archivé par les services de l'établissement public.

Article 34 : règles d'assiduité

Après constatation de 3 absences physiques successives d'un de ses membres, le Conseil scientifique pourra le considérer comme démissionnaire et demander au Conseil d'administration et au Directeur de demander au Ministre une modification de l'arrêté de nomination du Conseil.

4 – COMITE DE GESTION DES MARQUES DES PARCS NATIONAUX

Article 35 : Service commun des marques des Parcs nationaux

La gestion des marques des Parcs nationaux a vocation à constituer un "service commun" au sens du 1° de l'article L331-29 du code de l'environnement.

Article 36 : Compétences du Conseil d'Administration de Parcs nationaux de France

Le Conseil d'administration de "Parcs nationaux de France" :

- dépose les marques des Parcs nationaux en application du 5° de l'article L331-29 du code de l'environnement ;
- adopte la stratégie de développement de la notoriété des marques ;
- adopte l'organisation du dispositif d'administration des marques (ODAM) ;
- adopte un dispositif budgétaire et financier approprié ;
- adopte le règlement d'usage générique des marques ;
- adopte le règlement intérieur du Comité de gestion des marques.

Article 37 : Compétences du Comité de gestion des marques des Parcs nationaux

Le Comité de gestion des marques des Parcs nationaux administre les marques des Parcs nationaux en application du 5° de l'article L331-29 du code de l'environnement par délégation du Conseil d'Administration.

A ce titre, il :

- met en œuvre la stratégie de développement de la notoriété des marques ;
- adopte les règlements d'usage catégoriels ;
- fixe la stratégie générale à adopter dans les situations de contentieux ;
- organise et assure la défense des marques en situation de contentieux ;
- assiste les Parcs nationaux dans l'utilisation de leur marque ;
- propose au Conseil d'Administration de Parcs nationaux de France un dispositif budgétaire et financier (Recettes et dépenses) approprié ;
- propose au Conseil d'Administration de Parcs nationaux de France toute modification opportune de l'Organisation du Dispositif d'Administration des Marques et de la Stratégie de développement de la notoriété des marques ;
- rend compte annuellement au Conseil d'Administration de "Parcs nationaux de France" de son activité.

Article 38 : Composition du Comité de gestion des marques des Parcs nationaux

Chaque établissement de parc national et "Parcs nationaux de France" désigne :

- trois membres titulaires d'une voix chacun,
- ou deux membres dont un est titulaire de deux voix et l'autre d'une voix,
- ou un membre titulaire de trois voix,

pour siéger au sein du Comité de gestion des marques des Parcs nationaux.

Les désignations sont transmises par chaque établissement de parc national au directeur de Parcs nationaux de France. Toute modification de désignation devient effective quinze jours après sa transmission au directeur de Parcs nationaux de France.

Le Comité de gestion des marques des Parcs nationaux est présidé par le directeur de "Parcs nationaux de France".

Article 39 : Modalités et délégation de vote pour les membres du comité de gestion

Chaque membre du Comité de gestion des marques des Parcs nationaux dispose d'une voix délibérative au sein du Comité. Un membre titulaire peut donner délégation à un autre membre titulaire. Un membre titulaire ne peut pas disposer de plus de six voix.

Les votes ont lieu à bulletin secret sur demande d'un seul des membres du comité. Dans le cas contraire, ils ont lieu à main levée.

Les votes électroniques par télématique sont possibles sous réserve de disposer des outils techniques appropriés.

Article 40 : Convocation aux réunions du Comité de gestion

Le Comité de gestion des marques des Parcs nationaux se réunit au moins une fois par semestre. Au moins quinze jours avant la date fixée de la réunion, le directeur de "Parcs nationaux de France" envoie à chaque membre du comité la convocation à la réunion accompagnée de l'ordre du jour et des documents nécessaires à la compréhension des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 41 : Quorum

Le Comité de gestion délibère valablement si au moins 3/4 de ses membres votants (comptabilisation par voix) sont présents ou représentés ; les membres du comité peuvent participer aux délibérations par conférence téléphonique ou visioconférence.

Si le quorum n'est pas atteint à l'ouverture de la séance, le président procède à une nouvelle convocation par voie télématique, dans un délai qui ne peut être inférieur à une heure.

A l'issue de ce délai, le comité se réunit à nouveau et délibère valablement quelque soit le nombre de membres votants.

Pour être valables les délibérations du Comité de gestion doivent recueillir au moins 2/3 des votes exprimés.

Article 42 : Exécution des décisions du comité

Le directeur de "Parcs nationaux de France" met en œuvre les délibérations du Comité de gestion de la Marque.

Le directeur de « Parcs nationaux de France » peut saisir le Conseil d'administration d'une délibération du comité (notamment lorsqu'elle est susceptible d'avoir des conséquences sensibles pour PNF, propriétaire des marques) avant sa mise en œuvre.

ANNEXE :

RAPPEL DES TEXTES DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
CONCERNANT L'ETABLISSEMENT PUBLIC
PARCS NATIONAUX DE FRANCE

Partie législative

Art. L. 331-29. – Il est créé un établissement public national à caractère administratif dénommé "Parcs nationaux de France", placé sous la tutelle du ministre chargé de la protection de la nature. Cet établissement public a pour mission de :

1° Prêter son concours technique et administratif aux établissements publics des parcs nationaux, notamment par la création de services communs afin de faciliter leur fonctionnement, leur apporter son appui technique et administratif, et favoriser la coordination de leurs actions aux plans national et international ;

2° Apporter son concours à l'application des statuts communs à ses personnels ou à ceux des parcs nationaux en veillant notamment à permettre la mobilité de ces personnels entre les parcs nationaux, et entre ceux-ci et lui-même ;

3° Organiser et contribuer à mettre en œuvre une politique commune de communication nationale et internationale ;

4° Représenter, le cas échéant, les établissements publics des parcs nationaux dans les enceintes nationales et internationales traitant de sujets d'intérêt commun à tout ou partie de ces établissements ;

5° De faire déposer et administrer, dans les conditions prévues aux articles L. 715-1 à L. 715-3 du code de la propriété intellectuelle, les marques collectives des parcs nationaux et de Parcs nationaux de France, pour attester que les produits et les services, issus d'activités exercées dans les parcs nationaux, s'inscrivent dans un processus écologique en vue notamment de la préservation ou de la restauration de la faune et de la flore ;

6° Contribuer au rassemblement des données concernant les parcs nationaux et l'activité des établissements publics des parcs nationaux ;

7° Donner au ministre chargé de la protection de la nature un avis sur les questions concernant la mise en œuvre de la politique des parcs nationaux et lui présenter toute étude ou projet dans ce domaine ;

8° Donner son avis au ministre chargé de la protection de la nature sur le montant et la répartition qu'il arrête des ressources financières globalement affectées aux parcs nationaux.

L'établissement est administré par un conseil d'administration composé du président du conseil d'administration et du directeur de chaque établissement public de parc national ou de leur représentant, de deux représentants désignés respectivement par l'Association des régions de France et l'Assemblée des départements de France, d'un député et d'un sénateur désignés par leur assemblée respective, de deux personnalités qualifiées désignées par le ministre chargé de la protection de la nature et d'un représentant des organisations syndicales du personnel représentatives au plan national.

Les ressources de l'établissement sont constituées notamment par des participations de l'Etat et, éventuellement, des établissements publics des parcs nationaux et des collectivités territoriales, par toute subvention publique ou privée et, s'il y a lieu, par des redevances.

Partie réglementaire

DESIGNATION DES MEMBRES

Art. R. 331-79. – Les membres du conseil d'administration de l'établissement public Parcs nationaux de France sont nommés pour une durée de six ans renouvelable.
Les membres du conseil d'administration autres que les présidents du conseil d'administration et les directeurs de chaque établissement public de parc national, et le commissaire du Gouvernement placé auprès de l'établissement public sont désignés par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature.

NOMINATION DU DIRECTEUR

Art. R. 331-80. – Le directeur de l'établissement public Parcs nationaux de France est nommé par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature, après avis du conseil d'administration de l'établissement.

Art. R. 331-81. – Sont applicables à l'établissement public Parcs nationaux de France les dispositions du premier alinéa de l'article R331-22 []:

TUTELLE DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

R331-22 I L'établissement public est placé sous la tutelle du ministre chargé de la protection de la nature.

[] ainsi que les dispositions :

1° Du I de l'article R. 331-23 :

COMPETENCES DU CONSEIL

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement.

Il délibère notamment sur :

- 1° Les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'établissement ;
- 2° Les règlements intérieurs du conseil d'administration, du bureau, du conseil scientifique et du conseil économique, social et culturel de l'établissement public ;
- 3° Les programmes généraux d'activité et d'investissement ;
- 4° Les projets de contrats d'objectifs avec l'Etat ;
- 5° Les programmes de contribution aux recherches et les subventions ;
- 6° Le bilan annuel, le compte de résultat et les propositions relatives à la constitution de réserves ;
- 7° Le rapport annuel d'activité ;
- 8° La politique tarifaire de l'établissement ainsi que les redevances dues au titre des autorisations temporaires d'occupation des immeubles affectés à l'établissement public ;
- 9° L'état annuel des prévisions de recettes et de dépenses et ses modifications ;
- 10° Les contrats, conventions et marchés excédant un montant fixé par lui ;
- 11° La conclusion d'emprunts à moyen ou long terme ;
- 12° Les conditions générales d'octroi d'avances à des organismes ou sociétés ayant pour objet de contribuer à l'exécution des missions de l'établissement ;
- 13° L'octroi d'hypothèques, de cautions ou d'autres garanties ;
- 14° L'acquisition ou l'aliénation des biens immobiliers, les baux et locations d'immeubles d'une durée supérieure à neuf ans ;
- 15° Les actions en justice à intenter au nom de l'établissement et les transactions ;
- 16° L'adhésion à des organismes dotés de la personnalité morale ;

17° L'acceptation ou le refus des dons et legs.

Le conseil d'administration donne en outre son avis sur la répartition des ressources financières globalement affectées aux parcs nationaux et sur la création de services communs dans les conditions prévues par l'article R. 331-83 (cf ci-après);

2° Des articles R. 331-24, R. 331-25, R. 331-27, R. 331-28 et du premier alinéa de l'article R. 331-29 :

COMPETENCES DELEGABLES AU PRESIDENT DU CA OU AU BUREAU

Art. R. 331-24. – Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au président du conseil d'administration ou au bureau, à l'exception de celles prévues aux 1°, 2°, 6°, 9°, 12° et 16° du I de l'article R. 331-23 [...].

COMPETENCES DELEGABLES AU DIRECTEUR

Art. R. 331-25. – Le conseil d'administration peut consentir la délégation d'attribution prévue à l'article R. 331-24 au directeur de l'établissement, à l'exception, en outre, des attributions prévues aux 7°, 10° et 11° du I de l'article R. 331-23.

Il peut également autoriser le directeur, pour la durée de ses fonctions, à arrêter, en accord avec le membre du corps du contrôle général économique et financier, les modifications du budget qui n'affectent ni le montant de ce budget ni les effectifs du personnel. Le directeur rend compte des décisions prises en vertu de cette autorisation lors de la séance du conseil d'administration qui suit leur intervention. »

CONDITIONS D'EXERCICE DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

Art. R. 331-27. – L'administrateur qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Ils bénéficient du remboursement des frais de déplacement et de séjour supportés par eux dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires civils de l'Etat.

CONVOCATIONS DU CONSEIL

Art. R. 331-28. – Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que la bonne marche de l'établissement l'exige et au moins deux fois par an, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

La convocation est de droit si elle est demandée par le ministre chargé de la protection de la nature ou par la moitié au moins des membres du conseil sur un ordre du jour déterminé.

QUORUM

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans un délai de quinze jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

VOTES

Les délibérations sont adoptées à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président de séance est prépondérante.

INVITES

Le commissaire du Gouvernement, le directeur, le directeur adjoint, le membre du corps du contrôle général économique et financier et l'agent comptable assistent aux séances avec voix consultative. Le conseil d'administration peut entendre toute personne dont il estime l'audition utile à son information.

PROCES VERBAL

Il est établi un procès-verbal de chaque séance du conseil d'administration, signé par le président de séance et par le secrétaire. Le procès-verbal est adressé sans délai au ministre chargé de la protection de la nature.

PRESIDENCE ET VICE PRESIDENCES

Art. R. 331-29. – Le conseil d'administration élit en son sein le président du conseil d'administration et deux vice-présidents.

3° De l'article R. 331-34 ;

COMPETENCES DU DIRECTEUR

Art. R. 331-34. – Le directeur exerce la direction générale de l'établissement public. Il est assisté par un adjoint, nommé par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature, qui le supplée en cas d'absence ou d'empêchement et auquel il peut déléguer une partie de ses pouvoirs. Il prépare les délibérations du conseil d'administration et s'assure de leur exécution. Il exerce, par délégation, les attributions du conseil d'administration mentionnées à l'article R. 331-25. Il assure le fonctionnement des services de l'établissement et, à ce titre, il prépare le budget, recrute et gère le personnel et dirige les services. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'établissement. Il signe les marchés publics. Il peut déléguer sa signature. Il représente l'établissement dans tous les actes de la vie civile et dans ses rapports avec les tiers. Il peut, en outre, par délégation du conseil d'administration, être chargé pour la durée de ses fonctions d'intenter au nom de l'établissement public les actions en justice ou de défendre l'établissement dans les actions intentées contre lui. Il en rend compte au conseil d'administration. Il assure le secrétariat des différents organes de l'établissement public [...]. Il établit le rapport annuel d'activité de l'établissement et le soumet pour approbation au conseil d'administration. [...]

4° Des articles R. 331-38 à R. 331-42 ;

DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Art. R. 331-38. – L'établissement est soumis au régime financier et comptable applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif.

L'établissement est soumis au contrôle financier prévu par le décret no 2005-757 du 4 juillet 2005 relatif au contrôle financier au sein des établissements publics administratifs de l'Etat.

Art. R. 331-39. – L'agent comptable de l'établissement est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la protection de la nature et du ministre chargé du budget.

Art. R. 331-40. – Les ressources de l'établissement public du parc prévues par l'article L. 331-11 sont notamment constituées par :

- 1° Les subventions de l'Etat, des collectivités publiques ou d'organismes publics ou privés et les recettes du mécénat ;
- 2° Les produits des contrats et conventions ;
- 3° Le produit de la vente de publications et documents sur quelque support que ce soit ;
- 4° Le produit des cessions et participations ;
- 5° Les revenus des biens meubles et immeubles ;
- 6° Les dons et legs ;
- 7° Le produit financier du résultat des placements de ses fonds ;
- 8° Le produit des aliénations ;
- 9° D'une manière générale, toutes les recettes autorisées par les lois et règlements.

Art. R. 331-41. – Les dépenses de l'établissement comprennent les frais de personnel qui ne sont pas pris en charge par l'Etat ou les collectivités territoriales, les frais de fonctionnement et d'équipement et, d'une manière générale, toutes dépenses nécessaires à l'activité de l'établissement.

Art. R. 331-42. – Il peut être institué dans l'établissement des régies de recettes et des régies de dépenses dans les conditions prévues par le décret no 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.

5° Des alinéas 2 et 3 de l'article R. 331-43 ;

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Le commissaire du Gouvernement reçoit les convocations adressées aux membres du conseil d'administration et du bureau et siège avec voix consultative à toutes les réunions de ces instances ainsi qu'à celles des commissions qu'ils ont constituées. Il peut demander l'inscription de questions à l'ordre du jour du conseil d'administration.

Il reçoit, dans les conditions qu'il fixe, copie des délibérations du conseil d'administration et, s'il le demande, des décisions prises sur délégation de ce conseil.

« 6° Des articles R. 331-44 et R.* 331-45.

Art. R. 331-44 - Les délibérations du conseil d'administration, à l'exception des délibérations budgétaires, sont exécutoires de plein droit si le commissaire du Gouvernement n'y fait pas opposition dans le délai de quinze jours qui suit soit la date de réunion du conseil d'administration s'il y a assisté ou s'il y était représenté, soit la date de réception du procès-verbal de la séance. Les délibérations budgétaires sont régies par l'article [R. 331-38](#), elles sont exécutoires de plein droit si le ministre de tutelle et le ministre chargé du budget n'y font pas opposition dans le délai d'un mois qui suit la date de réception de la délibération.

Lorsqu'il demande par écrit des informations ou documents complémentaires, le délai est suspendu

jusqu'à la production de ces informations ou documents.

Le commissaire du Gouvernement peut demander dans les délais susmentionnés une seconde délibération. En ce cas, la délibération, pour être confirmée, doit être adoptée à la majorité des membres composant le conseil d'administration. »

Art. R.* 331-45. – Si le désaccord persiste après la nouvelle délibération mentionnée à l'article R. 331-44, le commissaire du Gouvernement transmet le dossier dans les quarante-huit heures au ministre chargé de la protection de la nature, qui statue dans un délai d'un mois, le cas échéant après avis du ministre du budget.

Si le ministre du budget n'a pas fait connaître son avis huit jours avant l'expiration du délai imparti au ministre pour se prononcer, cet avis est réputé favorable à la levée de l'opposition.

Le silence gardé par le ministre chargé de la protection de la nature à l'expiration du délai qui lui est laissé pour se prononcer vaut levée de l'opposition. »

CONSEIL SCIENTIFIQUE

« Art. R. 331-82. – Un conseil scientifique assiste le président du conseil d'administration et le directeur de l'établissement dans l'accomplissement des missions confiées à l'établissement. Il est notamment consulté sur les programmes d'études et de recherche que conduit ou coordonne l'établissement ou auquel il participe. Il peut également faire toute recommandation.

« Le conseil scientifique est composé de deux collèges :

« – le collège des présidents des conseils scientifiques des établissements publics des parcs nationaux ;

« – un collège de dix personnalités choisies en raison de leurs compétences dans les domaines relevant des missions de l'établissement, nommées par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature.

« Il élit en son sein un président et un vice-président.

« Les membres du conseil scientifique exercent leurs fonctions à titre gratuit. Ils bénéficient du remboursement des frais de déplacement et de séjour supportés par eux dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires civils de l'Etat.

« Le président du conseil scientifique présente un rapport d'activité annuel au conseil d'administration.

« Le secrétariat du conseil scientifique est assuré par le directeur de l'établissement.

SERVICES COMMUNS

« Art. R. 331-83. – Les services communs prévus par le 1° de l'article L. 331-29 peuvent être créés et financés dans les conditions suivantes :

« 1° Lorsque le service est demandé par au moins trois établissements publics des parcs nationaux, sa création est décidée à la majorité des membres présents ou représentés du conseil d'administration. Dans ce cas, le service est ouvert aux établissements qui, chaque année, en font la demande avant le vote du budget et il fait l'objet d'un budget annexe abondé par lesdits établissements ;

« 2° Lorsque le service est demandé par au moins deux tiers des établissements publics des parcs nationaux, sa création est décidée à l'unanimité des membres présents ou représentés du conseil d'administration. Dans ce cas, le service est ouvert à l'ensemble des établissements.

SIEGE DE L'ETABLISSEMENT

« Art. R. 331-84. – Le siège de l'établissement est fixé par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature après avis du conseil d'administration.